

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 23/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LINDE FRANCE S.A

Bâtiment A
523 cours du 3 Millénaire
69800 Saint-Priest

Références : NN/JPP-D-1543-2024

SPR/2025/0056

Code AIOT : 0006402114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement LINDE FRANCE S.A implanté Lotissement industriel La Minaude Zone nord de l'Aubette 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 23/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 21/11/2024 a pour l'objectif de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure n° 2023-307-MED du 12/01/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINDE FRANCE S.A
- Lotissement industriel La Minaude Zone nord de l'Aubette 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006402114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité principale du site LINDE à Berre est le conditionnement de différents types de gaz dont l'acétylène en provenance des unités de LyondellBasell. Le site actuel est organisé de la façon suivante :

- Une unité des gaz industriel,
- Une unité d'acétylène,
- Un atelier VMP (visite matière poreuse) où est assurée la maintenance des bouteilles d'acétylène,
- Une plateforme Nord de stockage de bouteilles de gaz vides ou de gaz neutres et comburants.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Confinement des eaux incendies | AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 1 | Sans objet |
| 2 | Isolement avec les milieux | AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 3 | Sans objet |
| 3 | Aménagement des points de prélèvements | AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 21/11/2024 a permis de constater la finalisation des travaux permettant de se conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/01/2024 en particulier les travaux suivants : la rehausse de certains linéaires de bordures du site, l'installation de deux vannes martellières permettant d'isoler le réseau d'assainissement du site de l'extérieur ainsi que de deux points de prélèvement d'effluents.

L'Inspection note l'engagement de l'exploitant à transmettre à l'Inspection au plus tard fin février 2025 la mise à jour des fiches réflexes du POI de son établissement afin d'intégrer l'action de fermeture des vannes d'isolement du réseau d'assainissement pour tous les scénarios susceptibles de présenter un risque de pollution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux incendies

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, en calculant le volume des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre pour les scénarios accidentels majorants de son établissement selon les dispositions dudit article. |
| Constats : Par courriel du 15/04/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection : <ul style="list-style-type: none">• sa réponse à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure n° 2023-207-MED du 12/01/2024,• la note du Service Incendie et Gestion de crise de LyondellBasell pour la détermination des volumes d'effluents des scénarios majorants de LINDE Berre l'Etang,• le relevé topographique géomètre avec les plans projets de rétention. Ces éléments ont permis d'identifier le volume de 176 m3 total d'eau d'extinction nécessaire pour maîtriser le scénario majorant. L'exploitant a ensuite calculé les volumes de rétention requis sur le site par zone de rétention avec l'ajout du volume d'eau lié aux intempéries (sur 2 heures à raison de 10 l/m2 de surface de drainage). Pour atteindre les volumes requis, les plans projets de rétention montrent la nécessité de rehausser certains linéaires de bordures du site. Ces travaux ont débuté du 7 octobre au 19 novembre 2024. La visite du site a permis de constater la finalisation des travaux et la rehausse des bordures du site conformément aux plans projets. Cette prescription de l'APMD du 12/01/2024 est donc levée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Isolement avec les milieux

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Arrêté préfectoral du 3 février 2022 |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 3 février 2022 susvisé, sous 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, en : <ul style="list-style-type: none">- installant suffisamment d'organes d'isolement pour isoler l'ensemble de son réseau d'assainissement de l'extérieur ;- maintenant en état de marche et en effectuant un entretien préventif sur les organes d'isolement d'ores et déjà déployés sur le site. |
| Constats : Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté l'emplacement des deux vannes martellières permettant d'isoler le réseau d'assainissement du site de l'extérieur. Un test de bonne manœuvrabilité de ces vannes a été réalisé. |

L'exploitant a présenté les différents chemins d'accès possibles à ces vannes d'isolement permettant d'éviter les éventuels effets thermiques ou de surpression des scénarios d'incendie pouvant se produire à proximité.

L'exploitant indique que ces vannes restent en position ouverte en fonctionnement normal du site et sera fermé en cas de survenu d'évènements incidentels susceptibles de présenter un risque de pollution. Ce fonctionnement a été validé avec le Service d'Intervention du Pôle Pétrochimique de Berre avec lequel Le site de LINDE Berre dispose d'une convention d'assistance incendie.

L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'Inspection au plus tard fin février 2025 la mise à jour des fiches réflexes du POI de son établissement afin d'intégrer l'action de fermeture des vannes d'isolement du réseau d'assainissement pour tous les scénarios susceptibles de présenter un risque de pollution.

Cette prescription de l'APMD du 12/01/2024 est donc levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagement des points de prélèvements

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Arrêté préfectoral du 3 février 2022

Prescription contrôlée :

L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 3 février 2022 susvisé, sous 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, en :

- installant suffisamment d'organes d'isolement pour isoler l'ensemble de son réseau d'assainissement de l'extérieur ;
- maintenant en état de marche et en effectuant un entretien préventif sur les organes d'isolement d'ores et déjà déployés sur le site.

Constats :

L'aménagement de points de prélèvement sur les ouvrages des rejets des effluents permettant d'intervenir en toute sécurité pour la prise d'échantillon a été mené en même temps que les travaux sur les organes d'isolement.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence de deux regards permettant la réalisation des prélèvements.

Cette prescription de l'APMD du 12/01/2024 est donc levée.

Type de suites proposées : Sans suite